

L'altermondialisme, plus pertinent que jamais

Catherine Caron et Claude Vaillancourt

Numéro 793, novembre-décembre 2017

Pour une démondialisation heureuse

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86724ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Caron, C. & Vaillancourt, C. (2017). L'altermondialisme, plus pertinent que jamais. *Relations*, (793), 24-25.

L'ALTERMONDIALISME, PLUS PERTINENT QUE JAMAIS

Défaire le modèle actuel de la globalisation pour en construire un autre, plus solidaire, a toujours été au cœur des propositions des altermondialistes.

Catherine Caron et Claude Vaillancourt

Les auteurs sont respectivement rédactrice en chef adjointe de la revue *Relations* et écrivain, président d'ATTAC-Québec

«**J**e définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matière de droit du travail et de conventions sociales¹.» Cette déclaration de Percy Barnevik, ancien président du conseil d'administration de la firme d'ingénierie ABB, est devenue emblématique d'une mondialisation qui ne s'embarrasse pas du sens ou du non-sens de cette «liberté» qui provoque des déséquilibres abyssaux à l'échelle mondiale. Quelques constats le révèlent : aujourd'hui, sur les 100 premières entités économiques mondiales, 31 seulement sont des États et 69 des multinationales ; 8 milliardaires détiennent autant de richesse que la moitié la plus pauvre de la population mondiale² ; de puissants oligopoles dominent tous les grands secteurs de l'économie ; plus de 2500 traités d'investissement offrent des «dispositions-obus» aux entreprises pour s'attaquer à des lois nationales qui entravent leur quête de profit.

Pour mondialiser de cette manière, à la faveur de la chute du bloc communiste, il a fallu essentiellement donner préséance au droit des entreprises sur les droits humains. Il a fallu créer de l'endettement pour saper l'autonomie tant des personnes que des pays ; propager une idéologie néolibérale à l'aide d'institutions cherchant à infléchir politiques et comportements ; concentrer du pouvoir en déposédant. Les causes et les conséquences de cette phase du capitalisme, financier et globalisé, le mouvement altermondialiste, au sens large, les a comprises et critiquées bien avant la droite populiste et des politiciens comme Donald Trump et Marine Le Pen, dont l'opposition à la mondialisation tient largement de la mascarade. Le diagnostic des altermondialistes s'est avéré à plusieurs égards et l'échec de la mondialisation actuelle est si manifeste – les crises financière, climatique, migratoire, notamment, l'attestent – qu'on se demande pourquoi leurs multiples propositions tardent encore à être appliquées.

En effet, entre autres exemples, la crise financière mondiale de 2008-2009 – qui dégénéra en crises économiques, sociales et de la dette publique dans plusieurs pays – a démontré de manière tragique que le mouvement altermondialiste avait raison de clamer que la financiarisation de l'économie et la déréglementation tous azimuts du secteur de la finance constituent un jeu très dangereux et qu'il faut de toute urgence y remédier.



Alain Reno, *Il jongle avec les loups*, 2017, collage

Parmi les moyens pour y arriver, mentionnons la séparation des banques de dépôt des banques d'investissement, l'imposition de limites à la libre circulation des capitaux et d'une taxe sur les transactions financières, la socialisation du secteur bancaire, l'interdiction des paradis fiscaux et des fonds spéculatifs, etc., autant de propositions qui peinent à voir le jour dans un contexte où on a laissé se construire un oligopole bancaire mondial. La crise climatique a pour sa part conduit le mouvement à radicaliser ses actions et à lier ses propositions pour stopper la «marchandisation du monde» à la nécessaire sortie de l'économie des hydrocarbures.

Quant à la crise migratoire, Aminata Traoré, la grande figure malienne de l'altermondialisme, a bien montré qu'à force d'asservir des pays au moyen d'un endettement conditionné à des libéralisations et des privatisations, de piller les ressources ou d'anéantir des cultures vivrières pour conquérir un marché sans égards aux populations locales, on provoque des conflits et contraint des milliers d'êtres humains à se chercher un avenir ailleurs... tout en les rejetant ensuite sous prétexte que ce ne sont que de simples «migrants économiques».

Changer de paradigme

Par de multiples manifestations, initiatives, campagnes et déclarations, le mouvement altermondialiste a maintes fois explicité par quels principes et axes d'action passe une sortie

de la mondialisation néolibérale. La mondialisation doit d'abord et avant tout être enracinée dans la plus haute exigence démocratique et la recherche de l'intérêt public. «À quoi sert un parlement s'il faut de toute façon signer, s'il faut de toute façon ratifier?», s'interrogeait Paul Magnette, alors qu'il était ministre-président de la Wallonie, dans son célèbre discours du 16 octobre 2016 contre l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (UE).

Vouloir une «autre mondialisation» –ou «démondialiser», sachant que ce concept a d'abord été proposé par deux figures de l'altermondialisme, Walden Bello et Bernard Cassen– signifie, dans cette perspective, reprendre le contrôle démocratique des forces économiques et financières qui dominent nos sociétés et qui ont acquis un pouvoir démesuré nuisible au bien commun, au respect des droits démocratiques et humains ainsi qu'à l'avancée de la justice sociale. Il s'agit de faire émerger un nouveau paradigme fondé sur le respect des écosystèmes, des droits humains et des cultures diversifiées du monde, et non pas sur la domination de plus en plus grande de puissances oligarchiques. Cet impératif s'inscrit tout autant dans le caractère inédit d'une époque –marquée par des fortunes colossales et des écarts de richesse inégalés ainsi que par une crise climatique mortifère– que dans le legs historique de mouvements sociaux antérieurs dont l'esprit solidaire et internationaliste, contraire à l'individualisme, au sectarisme et au nationalisme étroit, fonde et traverse les courants altermondialistes.

En plus d'avoir sérieusement miné la crédibilité et l'action des institutions financières internationales et contribué à stopper des accords nuisibles à l'intérêt public –comme la Zone de libre-échange des Amériques et le traité de libre-échange entre l'UE et les États-Unis–, le mouvement altermondialiste est

Le défi du mouvement altermondialiste est de passer de celui qui «a souvent raison» à celui qui arrive à imposer davantage ses solutions.

derrière un important projet encore méconnu: celui de mettre sur pied un instrument international contraignant juridiquement les multinationales à respecter les droits humains et les normes sociales et environnementales. Il fait aussi avancer la notion du crime d'écocide³ ou encore le projet d'une fiscalité internationale capable d'enrayer la forte tendance des riches et des multinationales à se désolidariser du destin des territoires et des populations touchées par leurs activités. Chose certaine, l'action locale doit se conjuguer à l'action nationale et internationale, et la valorisation d'outils qui ont fait leurs preuves (droits humains, services publics, coopératives, agroécologie, etc.), aller de pair avec de nouvelles initiatives (droits de la Terre-Mère, systèmes d'échange local, villes «zéro déchet», etc.). La notion d'*alternatives systémiques* comme la souveraineté alimentaire, le «*buen vivir*», les communs ou l'éco-féminisme s'impose par ailleurs de plus en plus.

Faire émerger des relais politiques

À l'évidence, les élites au pouvoir s'accommodent mieux de l'extrême droite, qui évolue confortablement dans le capitalisme –à la condition de pouvoir s'en prendre à quelques boucs émissaires–, que de la mouvance altermondialiste, qui propose des changements structurels profonds modifiant les rapports de pouvoir. Pourtant, pourront-elles encore longtemps faire l'autruche? Par exemple, au sujet de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, pourrions-nous encore longtemps faire consensus sur l'absolue nécessité de maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C tout en refusant de créer des mécanismes contraignants pour forcer les pays à atteindre leurs objectifs? Le défi du mouvement altermondialiste, avec ses alliés du mouvement écologiste, entre autres, est de passer de celui qui «a souvent raison» à celui qui arrive à imposer davantage ses solutions. Il doit y arriver notamment auprès de cette «gauche» qui exerce parfois le pouvoir (Parti québécois au Québec, Parti socialiste en France, Parti travailliste au Royaume-Uni, par exemple) en reniant ses idéaux, que ce soit en matière de réduction des inégalités ou de respect de l'environnement.

Actuellement, la popularité, entre autres chez les jeunes, de certains politiciens jugés radicaux ou très à gauche est symptomatique d'un mouvement de fond dont il est difficile aujourd'hui d'évaluer la pérennité. Les succès électoraux de Bernie Sanders aux États-Unis et de Jeremy Corbyn au Royaume-Uni, les votes combinés en faveur de Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon à la présidentielle en France, la percée de militants des Indignés à la tête de mairies de grandes villes d'Espagne, une certaine hausse de popularité de Québec solidaire chez nous attestent une envie de mettre en branle d'importants changements sociaux et d'accélérer une transition écologique qui tarde à se réaliser et semble trop mal planifiée. Cela se manifeste avec, en toile de fond, les brèches qu'ont pu créer certains gouvernements progressistes en Amérique latine au cours des 15 dernières années, en matière de lutte contre la dette (Équateur) ou de mesures favorables aux plus démunis (Venezuela, Brésil), par exemple.

À bien des égards, la grande dissonance qui s'observe entre les décisions impopulaires des gouvernements en faveur des élites (austérité, projets d'oléoducs, etc.) et ce que souhaite une bonne partie de la population devient de plus en plus intenable. C'est par la stimulation et l'articulation patiente et féconde d'une mobilisation locale et globale constante –auxquelles contribuent les forums sociaux mondiaux et régionaux, la Marche mondiale des femmes et plusieurs contre-sommets, entre autres– qu'on peut espérer des transformations positives et des points de rupture entre les gouvernants et des élites dont la cupidité et l'aveuglement en viennent jusqu'à nuire à leurs propres intérêts. ☺

1. Cité dans Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002, p. 181.

2. Voir le rapport «Une économie au service des 99%», Oxfam international, janvier 2017.

3. Le mot «écocide» désigne le crime de destruction de ce qui est nécessaire à l'humanité pour exister.